

## NOTE D'INFORMATION #3: COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (ICESDF)

### QU'EST-CE QUE LE COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Le document final de [la Conférence de l'ONU sur le développement durable](#) ou Conférence «Rio+20», qui s'est tenue à Rio de Janeiro en Juin 2012, a demandé « à tous les pays de privilégier le développement durable lorsqu'ils allouent leurs ressources conformément aux priorités et aux besoins nationaux, » et a reconnu « qu'il importe au plus haut point d'accroître l'appui financier de toutes les sources aux fins du développement durable de tous les pays, en particulier des pays en développement. » Il a aussi convenu d'établir un comité intergouvernemental sur le financement du développement durable, composé de 30 experts nommés par des [groupes régionaux d'États Membres](#). Sous l'égide de l'Assemblée générale, et avec l'appui technique du système de l'ONU le [Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable \(ICESDF\)](#) préparera un rapport pour septembre 2014 « proposant des options pour une stratégie efficace de financement du développement durable qui favorise la mobilisation de ressources et leur utilisation judicieuse en vue de réaliser les objectifs du développement durable. » L'ICESDF évaluera les besoins de financement, examinera l'efficacité, la cohérence et les synergies des instruments existants et des cadres de financement pour le développement durable, et évaluera des initiatives supplémentaires. Dans le cadre du [processus intergouvernemental](#) pour définir un programme mondial de développement durable, le travail de l'ICESDF sera effectué en consultation large et ouvert avec les institutions financières internationales et régionales pertinentes et les autres parties prenantes.

### LES MEMBRES DU COMITÉ

L'ICESDF comprend 30 experts, avec une représentation régionale équilibrée. Comme établi par l'Assemblée générale ([décision A/67/L.70](#)), les cinq groupes régionaux des États membres de l'ONU ont nommé ces représentants et peuvent désigner des remplaçants si nécessaire.

#### Co-presidents :

- [Pertti Majanen](#) de Finlande, ancien ambassadeur et Sous-secrétaire d'État chargé de la coopération au développement
- [Mansur Muhtar](#) de Nigeria, Directeur exécutive au Conseil du Groupe de la Banque mondiale

### SECRÉTARIAT

Le Secrétariat déployé au service du Comité est le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) – le Bureau du financement du développement et la Division du développement durable. De plus, un Groupe de travail sur le financement du développement durable a été mise en place sous [l'équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour l'après-2015](#) pour soutenir les travaux du Comité. Ce Groupe de travail a récemment publié quatre documents de référence et un résumé, disponibles en anglais [ici](#). Celles-ci couvrent :

- Un examen sur les estimations des besoins d'investissement mondiales pour le financement du développement durable ;

<sup>1</sup> L'*avenir que nous voulons*, Rio+20 document final, paragraphe 255.

- Les différentes sources publiques nationales, régionales et internationales pour le financement du développement;
- Les défis pour la mobilisation des ressources du secteur privé pour le financement du développement durable, et
- Les défis et les opportunités du soutien public à l'investissement privé pour le développement durable, en mettant l'accent sur le pilier environnemental.

#### Encadré 1

### MEMBRES DE L'ICESDF

#### Groupe africain

[André Lohayo Djamba](#) (République Démocratique du Congo)

[Admasu Nebebe](#) (Éthiopie)

[Karamokoba Camara](#) (Guinée)

[Ahmed Jehani](#) (Libye)

[Joseph Enyimu](#) (Uganda)

[Mansur Muhtar](#) (Nigeria) – *Co-Chair*

[Lydia Greyling](#) (Afrique du Sud)

#### Groupe Asie-Pacifique Group

[Zou Ji](#) (Chine)

[Mohammad Reza Farzin](#) (République islamique d'Iran)

[Koichi Aiboshi](#) (Japon)

[Amjad Mahmood](#) (Pakistan)

[Sung Moon Up](#) (République de Corée)

[Lukita Dinarsyah](#) (Indonésie)

[Rajasree Ray](#) (Inde)

#### Groupe Amérique Latine et Caraïbes

[Francisco Gaetani](#) (Brésil)

[Eduardo Gálvez](#) (Chile)

[Dulce María Buergo Rodríguez](#) (Cuba)

[Janet Wallace](#) (Jamaïque)

[Reginald Darius](#) (Saint Lucia)

[Samuel Moncada](#) (Venezuela)

#### Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats

[Nathan Dal Bon](#) (Australie)

[Pertti Majanen](#) (Finlande) – *Co-président*

[Anthony Requin](#) (France)

[Norbert Kloppenburg](#) (Allemagne)

[Liz Ditchburn](#) (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

#### Groupe des Etats de l'Europe orientale

[Emiliya Kraeva](#) (Bulgarie)

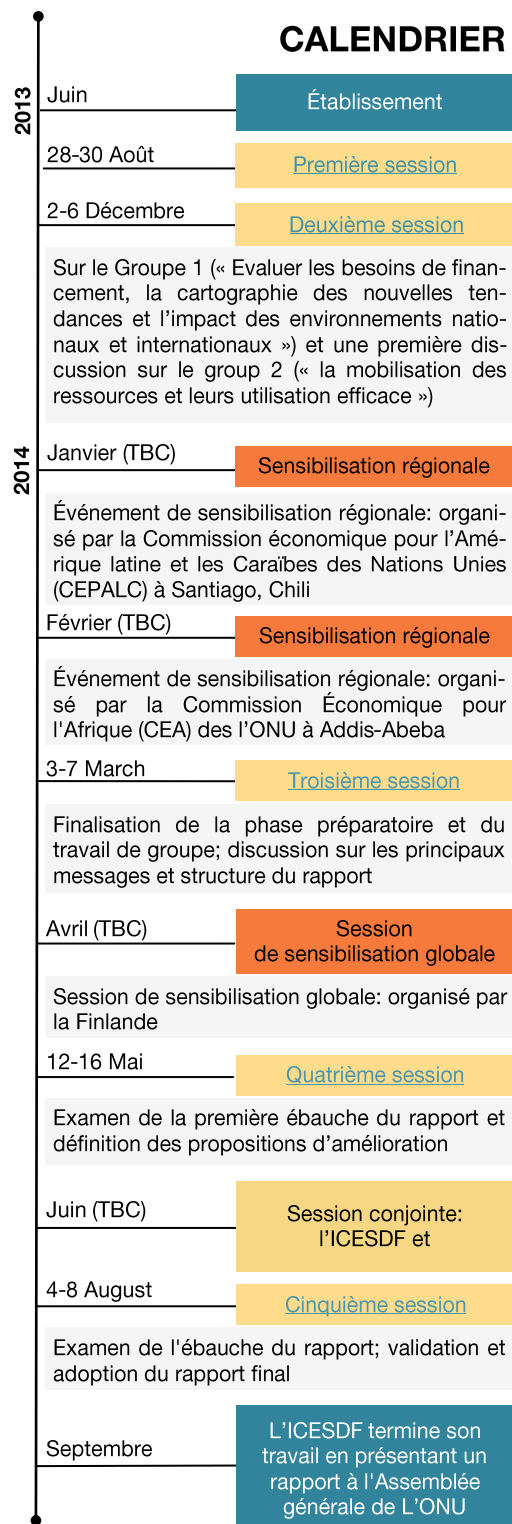
[Tõnis Saar](#) (Estonie)

[Viktor Zagrekov](#) (Fédération de Russie)

[Dragan Županjevac](#) (Serbie)

[František Ružička](#) (Slovaquie)

### CALENDRIER



## COMMENT LE TRAVAIL DU COMITÉ EST-IL ORGANISÉ?

Lors de sa première session en août 2013, l'ICESDF a convenu d'organiser son travail en trois groupes thématiques, animés par des membres du Comité:

1. «Évaluation des besoins de financement, la cartographie des flux actuelles et des nouvelles tendances et l'impact des environnements nationaux et internationaux »  
*Animé par Reginald Darius, Saint Lucia, et Liz Ditchburn, Royaume-Uni*
2. «Mobilisation des ressources et accroissement de l'efficacité des financements publics, privés et mixtes »  
*Animé par Nathan Dal Bon, Australie; Francisco Gaetani, Brésil; Zou Ji, Chine; Norbert Kloppenburg, Allemagne et Joseph Enyimu, Uganda*
3. «Arrangements institutionnels, la cohérence des politiques et les questions de gouvernance»  
*Animé par André Lohayo Djamba, République Démocratique du Congo; Tonis Saar, Estonie; and Amjad Mahmood, Pakistan*



Plus de détails sur le programme de travail de l'ICESDF sont disponibles dans l'annexe de [l'ordre du jour provisoire annoté](#).

## QUELLES SONT LES RELATIONS ENTRE L'ICESDF ET LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DE L'ONU?

Le [document final de Rio+20](#) a réaffirmé que les moyens de mise en oeuvre identifiés dans le processus de développement durable de l'ONU ([Action 21](#), [le Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21](#), le [Plan de mise en oeuvre de Johannesburg](#)), et les Processus d'examen du financement du développement (le [Consensus de Monterrey](#) et la [Déclaration de Doha](#) sur le financement du développement) « sont indispensables pour traduire pleinement et effectivement les engagements pris en faveur du développement durable en résultats concrets. » Les [modalités de travail](#) de l'ICESDF affirment que le comité aspire à travailler en coordination avec d'autres processus intergouvernementaux pertinents, en particulier le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable et le mécanisme de suivi du financement du développement. Lors de la première réunion de l'ICESDF, les coprésidents ont souligné que le travail du comité a été fondé sur la trajectoire du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha sur le financement du développement, ainsi que dans leurs processus de suivi. Un certain nombre d'organisations de la société civile insistent pour que le programme de financement du développement durable soit cohérent avec, et supplémentaire au dispositif général de financement du programme d'action pour le développement, qui comprend les principales questions de réforme systémique qui peuvent, ou pas, être adéquatement abordée par le Comité. Ces organisations plaident en faveur d'un processus intégré entre le travail de l'ICESDF et le [programme de financement du développement de l'ONU](#).

## COMMENT LA SOCIÉTÉ CIVILE PEUT-ELLE COLLABORER?

Les réunions officielles de l'ICESDF sont jusqu'ici fermées aux observateurs. Cependant, les acteurs non étatiques peuvent participer au travail de l'ICESDF par:

- Un comité directeur d'acteurs non étatiques;
- Des appels à contribution publics;
- Des dialogues multipartites interactifs; et
- Des sessions de sensibilisation régionales.

### **Comité directeur**

- Un [comité directeur d'acteurs](#) non étatiques a été créé pour servir d'interface entre l'ICESDF et les acteurs non étatiques. L'une de ses fonctions clés est d'organiser le processus de sélection des orateurs durant les dialogues multipartite qui se tiennent pendant les sessions formelles de l'ICESDF.

Il devrait également diffuser l'information pertinente auprès des instances relatives à ses membres.

Le comité directeur est composé de huit [membres](#) (et huit suppléants):

- Quatre provenant des [Grands Groupes](#) (MG pour son acronyme anglais), et
- Quatre provenant des instances pour le financement du développement (FfD), y compris deux

## MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

Encadré 2

| MG or FfD | Secteur           | Membre                                                                                       | Pays           | Suppléant                                                                                      | Pays        |
|-----------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| FfD       | ONG               | Réseau africain d'échanges sur le développement<br><i>Martin Tsounkeu</i>                    | Cameroun       | Comité des ONG sur le financement du développement<br><i>Daniel LeBlanc</i>                    | US          |
| FfD       | ONG               | Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité<br><i>Jean Saldanha</i>    | Belgique       | Fondation IBON Internationale<br><i>Jennifer Malonzo</i>                                       | Philippines |
| FfD       | Secteur Privé     | Chambre de commerce internationale<br><i>Louise Kantrow</i>                                  | US             | United States Council for International Business<br><i>Adam Greene</i>                         | US          |
| FfD       | Secteur Privé     | Africa Investor<br><i>Hubert Danso</i>                                                       | Afrique du Sud | Global Clearinghouse for Development Finance<br><i>Barbara Samuels</i>                         | US          |
| MG        | Travailleurs      | Confédération Syndicale Internationale<br><i>Matt Simonds</i>                                | Belgique       | Confédération syndicale internationale<br><i>Anabella Rosemberg</i>                            | Belgique    |
| MG        | Autorités Locales | Cités et Gouvernements Locaux Unis<br><i>Aliye Celik</i>                                     | US             | Cités et Gouvernements Locaux Unis<br><i>Emilia Saiz</i>                                       | Belgique    |
| MG        | Jeunesse          | Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine<br><i>Waruguru Wanjau</i> | Kenya          | Pax Romana<br><i>Aashish Khullar</i>                                                           | Inde        |
| MG        | Femmes/ Indigènes | Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement<br><i>Kate Lappin</i>      | Thaïlande      | Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones<br><i>Myrna Cunningham</i> | Nicaragua   |

Les nominations au comité de direction sont le fruit d'un processus de sélection participative et inclusive qui a été en grande partie coordonnée par des acteurs non-étatiques eux-mêmes. Le processus de nomination s'est efforcé d'assurer l'équilibre géographique et de genre et la représentation de la société civile, du secteur privé et des autres grands groupes (notamment, les travailleurs et les syndicats, les autorités locales, les enfants et la jeunesse, les femmes et les peuples autochtones) impliqués dans les processus d'examen du financement du développement et de développement durable.

Le Service de Liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales (ONU-SLNG) a été demandé par l'ONU-DAES de soutenir et faciliter le travail du comité directeur dans son rôle de liaison avec l'ICESDF.



Pour contacter le comité directeur, veuillez envoyer un courriel à [SDFSC@un-ngls.org](mailto:SDFSC@un-ngls.org).

### Appels à contribution publics

Des appels à contributions écrites sur les thèmes de fond des travaux du comité seront publiés périodiquement. Les parties intéressées peuvent y contribuer en se connectant sur la plate-forme de gestion des connaissances sur le développement durable ([Sustainable Development Knowledge Platform](#)) et en postant des contributions au titre du groupe concerné.

### Dialogues multipartites interactifs

L'ICESDF prévoit de tenir des dialogues multipartites interactifs d'une demi-journée ou d'une journée complète, ouverts à tous les ONG accréditées auprès de l'ECOSOC, de l'examen du financement du développement, et de Rio+20. Le premier de ces dialogues aura lieu le jeudi 5 Décembre 2013 de 10h à 13h dans la salle du Conseil de tutelle au siège des Nations Unies. Ce dialogue sera subdivisé en deux parties:

- *De 10h à 11h*: séance d'information des co-présidents sur le travail du comité, suivi d'une session de questions et réponses;
- *De 11 à 13h*: présentations sur ce que devraient être les priorités de l'ICESDF par un group de quatre représentants des ONG, du secteur privé, et des autres grands groupes engagés dans les processus de Rio+20 et du financement du développement; et une discussion ouverte avec le public. Les orateurs et les intervenants de cet événement seront désignés par le comité directeur des acteurs non étatiques.



La participation de la société civile est encore en cours de définition. Plus d'informations seront affichés [ici](#).

### Les efforts de la société civile pour la création d'autres espaces de dialogue

Etant donné que l'ICESDF a commencé sa première session à huis clos, lors d'une session de questions et réponses après une séance d'information, plusieurs organisations de la société civile ont soulevé des questions sur la participation multipartite. Les co-présidents ont expliqué que chacune des cinq sessions du comité comprendra un dialogue ouvert et instructif, au cours desquelles les experts entendront les parties prenantes à travers une séance de sensibilisation d'une journée ou d'une demi-journée. L'Ambassadeur Majanen a souligné que cette première session a donné au comité l'occasion de s'accorder à l'unanimité sur une stratégie de sensibilisation spécifique qui sera composé d'une large consultation avec les institutions financières internationales et les autres parties prenantes concernées.

Plusieurs organisations de la société civile et coalitions ont publié des déclarations sur le travail initial et sur la mise en place de l'ICESDF. Celles-ci sont contenues:

- Dans une [lettre conjointe](#) aux co-présidents du comité, datée du 10 septembre 2013. Un large éventail d'organisations de la société civile demandent au comité d'appliquer les principes bien établis et les modalités pour une participation multipartite dans le processus du financement du développement, qui comprennent le plein accès de la société civile aux négociations et la possibilité d'avoir des interventions prévues lors des procédures. Selon

### REJOINDRE LE GROUP SUR QUESTIONS FINANCIERS ET COMMERCIALES

Pour répondre à des questions transversales de finance et de commerce dans les différents champs du suivi de Rio +20 et du programme pour l'après-2015, un group questions financiers et commerciales, lié à la structure des grands groupes, a été créé. La liste de diffusion du Global Social Economy, établie lors du processus préparatoire pour la Conférence de l'ONU du 2008 sur l'examen global relatif au financement du développement pour aider à coordonner les questions de logistique relatives à la participation de la société civile, est maintenant utilisée pour coordonner ce groupe. Les organisations de la société civile avec expérience en questions financières et commerciales lié au développement / développement durable / droits de l'homme, sont invitées à rejoindre cette liste. Pour postuler, voulez-vous envoyer un message à [matt.simonds@ituc-csi.org](mailto:matt.simonds@ituc-csi.org) expliquant pourquoi le travail de votre organisation ou réseau est pertinent au financement du développement ou au développement

les organisations, un manquement de ces principes et modalités dans les travaux du comité représenterait un gros pas en arrière pour la participation de la société civile dans les discussions sur le financement du développement au sein des Nations Unies, en perturbant les buts de forger de liens de confiance et un plus large soutien envers le comité. Ce serait également une grande perte pour le comité parce qu'il exclurait une source importante de contributions non gouvernementales dans les sens des travaux de ce comité et des gouvernements.

- En outre, une organisation de la société civile a publié une déclaration plaidant pour la transparence dans les délibérations futures du comité. La déclaration préconise aussi que les financements du développement durable en faveur des pauvres nécessitent la mise en oeuvre de réformes nationales du système financier mondial démocratiques et favorables aux pays en développement, tels que une forte réglementation des flux de capitaux privés pour assurer la stabilité, canaliser les financements vers secteurs productifs, et promouvoir l'accès pour les pauvres. Un système de restructuration de la dette souveraine juste doit aussi être poursuivi, alors que les pays accablés de dettes dépensent d'énormes quantités de ressources publiques pour le remboursement de la dette qui pourraient autrement servir pour les services sociaux et les objectifs de développement. La déclaration intégrale peut être consulté [ici](#).



Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur l'ICESDF [ici](#).

## PUBLICATIONS DE ONU-SLNG

### Notes d'information

Les notes d'information post-2015 ont été créées avec l'intention de démystifier l'après-Rio+20 et le processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et pour aider à renforcer la coordination et la cohérence entre eux. L'ONU-SLNG vise à assurer des points d'entrée pour la société civile qui veut s'investir dans ces processus, lesquels sont expliqués dans ces notes d'information. Les notes d'information seront publiées en anglais, français et espagnol.

La **Note d'information #1: Aperçu des processus intergouvernementaux de l'ONU afin de définir le programme de développement après-2015** est disponible à l'adresse [http://www.un-ngls.org/spip.php?spip.php&page=article\\_fr\\_s&id\\_article=4341](http://www.un-ngls.org/spip.php?spip.php&page=article_fr_s&id_article=4341)

La **Note d'information #2: Le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement** est disponible à l'adresse [http://www.un-ngls.org/spip.php?spip.php&page=article\\_fr\\_s&id\\_article=4370](http://www.un-ngls.org/spip.php?spip.php&page=article_fr_s&id_article=4370)

D'autres notes d'information seront bientôt publiées, y comprise une note d'information sur le Forum politique de haut niveau.

### Bulletin politique

ONU-SLNG produit des bulletins politiques pour le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement de l'Assemblée générale de l'ONU (GTO sur ODD) qui contiennent des recommandations de la société civile compilées grâce à plusieurs consultations avec la société civile menées par ONU-SLNG en 2012-2013. Parmi celles-ci, une [consultation par téléconférence](#) ayant conduit au rapport [Advancing Regional Recommendations on the Post-2015 Agenda](#) et une [consultation en ligne](#) sur le sujet des quatre rapports sur le programme de développement pour l'après-2015.

**Bulletin politique #1: Recommendations on Macroeconomic Issues** est disponible à l'adresse <http://bit.ly/NGLSmacroeconOWG>

**Bulletin politique #2: Recommendations on Energy** est disponible à l'adresse <http://bit.ly/NGLSenergyOWG>

**Bulletin politique #3: Recommendations on Global Governance** est disponible à l'adresse <http://bit.ly/NGLSglobalgovernanceOWG>

Des bulletins politiques sur les droits humains et mise en oeuvre.

SERVICE DE LIASON DES NATIONS UNIES AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONU-SNLG)



SUIVEZ-NOUS SUR:

[WWW.UN-NGLS.ORG](http://WWW.UN-NGLS.ORG)



SOUSCRIVEZ À LA NEWSLETTER DE L'ONU-SLNG [ICI](#)